



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Afghanistan

Question écrite n° 25414

Texte de la question

M. Nicolas Dupont-Aignan demande à M. le ministre des affaires étrangères et européennes de bien vouloir lui communiquer le nombre exact de militaires français envoyés en renfort en Afghanistan, et l'effectif total des forces françaises engagées après l'arrivée de ce renfort. En effet, il semble qu'il y ait quelques incohérences entre les propos tenus par le chef de l'État au sommet de l'OTAN de Bucarest, évoquant un contingent de 700 hommes, et les déclarations faites par le ministre au cours de sa visite au Tadjikistan indiquant que le contingent français en Afghanistan atteindrait 3 000 hommes. Attendu qu'à notre connaissance, 1 700 militaires français étaient déjà présents sur le sol afghan, si l'objectif de 3 000 hommes doit être atteint, ce ne sont donc pas 700 hommes qui seraient envoyés en renfort, mais 1 300. Cette précision n'est pas sans importance si l'on considère que la France n'est pas supposée être partie prenante dans le conflit entre l'État afghan et la guérilla djihadiste, et l'opinion publique ne comprendrait pas que l'on expose un trop grand nombre de nos soldats à des opérations dont la finalité n'est pas clairement établie.

Texte de la réponse

S'agissant des effectifs français engagés en Afghanistan, le ministre des affaires étrangères et européennes invite l'honorable parlementaire à adresser sa question au ministre de la défense, dans la mesure où ces données, par nature évolutive, relèvent de la compétence du ministère de la défense. S'agissant de la finalité de l'engagement en Afghanistan, la France a été au cours des derniers mois le pays le plus actif en soutien de l'élaboration d'une stratégie internationale globale renouvelée pour l'Afghanistan, à l'OTAN, à l'Union européenne, aux Nations unies. Dès août 2007, le Président a appelé à une amélioration de la coordination des efforts militaires et des initiatives civiles par la nomination en Afghanistan d'une personnalité chargée de faciliter cette coordination. Cet appel a été entendu par les États-Unis, les alliés et l'ensemble de la communauté internationale. La désignation de l'ambassadeur norvégien Kai Eide au poste de représentant spécial du secrétaire général des Nations unies et le renforcement de la mission des Nations unies en Afghanistan (MANUA) en sont la concrétisation. Le Président de la République a ensuite adressé en février une lettre à ses homologues de l'alliance, leur proposant d'adopter à Bucarest une stratégie renouvelée, fondée sur quatre critères du succès, qui ont réuni le consensus des alliés. Ces critères (engagement de tous les alliés dans la durée ; inscription des efforts de l'OTAN dans une politique globale d'aide à la reconstruction placée sous l'égide des Nations unies ; perspective de transfert progressif des responsabilités de sécurité aux Afghans ; stratégie tenant compte des voisins et en particulier du Pakistan) ont été retenus par tous nos alliés comme principes directeurs de la stratégie de l'alliance en Afghanistan. C'est parce qu'un accord s'est fait entre l'ensemble des pays contributeurs à la FIAS, en présence du secrétaire général des Nations unies, du président Karzaï, de M. Solana, que la France dans le cadre de cette stratégie renouvelée, a annoncé un renforcement de son dispositif, avec l'envoi d'un bataillon de 700 soldats supplémentaires à l'est et notre disposition à prendre pour un an le commandement de la région de Kaboul. Au-delà des aspects militaires, la France a prolongé son effort en organisant, à la demande du Président Karzaï, une conférence internationale de soutien à l'Afghanistan le 12 juin 2008 qui a permis de réaffirmer le partenariat de long terme entre la communauté internationale et

l'Afghanistan, de donner la parole aux acteurs de la société civile afghane et de recueillir la somme record de 20 milliards de dollars supplémentaires pour la reconstruction. La France y a annoncé plus du doublement de son aide civile. Le renforcement de l'effort militaire français en Afghanistan à l'occasion du sommet de Bucarest s'inscrit donc dans une approche d'ensemble aussi bien à l'OTAN qu'au sein de la communauté internationale, dont notre pays a été l'un des principaux initiateurs.

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Dupont-Aignan](#)

Circonscription : Essonne (8^e circonscription) - Députés n'appartenant à aucun groupe

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 25414

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 juin 2008, page 4978

Réponse publiée le : 12 août 2008, page 6911